

Grèce. Les raisons de la faiblesse de la grève générale du 8 décembre - et l'urgence d'initiatives de résistance unitaire

dimanche 14 mai 2017, par [PATSAZIS Thodoris](#) (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2016).

Une grève générale était appelée pour le jeudi 8 décembre 2016. Son caractère de « grève générale » s'est affirmé quelques jours avant, suite à la décision d'y participer prise par ADEDY (la confédération des travailleurs du secteur publique) lors de son congrès national qui s'est terminé le 2 décembre. L'appel avait été déjà lancé par le GSEE (la confédération des travailleurs du secteur privé). [1]

Le délai de temps restreint à disposition pour préparer une grève générale a eu son impact sur le très bas taux de participation à la grève. Il en alla de même pour ce qui a trait aux manifestations qui ont eu lieu à Athènes et dans autres villes. La bureaucratie syndicale - qui est liée aux partis qui ont soutenu les mesures mémorandaires passées et présentes (La Nouvelle Démocratie et PASOK), conjointement la représentation syndicale de SYRIZA - avait fait la proposition de lancer une grève du secteur public indépendamment du secteur privé. Ainsi, un secteur des travailleurs - surtout dans le secteur public - a fait la grève seulement le 24 novembre (la date fixée initialement par d'ADEDY) et d'autres ont fait la grève seulement le 8 décembre. Dans ces conditions, les manifestants présents dans la rue le jeudi 8 décembre ont choisi, pour l'essentiel, de ne pas rejoindre les cortèges syndicaux.

Ainsi, lors des rassemblements, le GSEE a réuni pas plus de 400 manifestants. Les seuls syndicats qui avaient des blocs significatifs étaient ceux d'EAS (Hellenic Defence Systems, industrie de l'armement) et d'OTOE (la confédération des salarié·e·s du secteur bancaire). Pour ce qui est des salariés d'EAS, ils sont menacés par des fermetures d'entreprises ou des privatisations. Pour ceux du secteur bancaire, des licenciements de masse se profilent suite à l'accord de recapitalisation des banques tel que mentionné dans le troisième mémorandum.

Le tronçon d'ADEDY n'a pas réuni beaucoup de manifestants. Comme indiqué, ADEDY avait donné plus d'importance à la grève du 24 novembre. Et cette confédération syndicale n'a pas préparé effectivement la mobilisation pour le 8 décembre, puisque du 29 novembre au 2 décembre elle avait organisé son congrès national. Quant aux salariés des transports maritimes, qui avaient voté une grève reconductible jusqu'au vendredi 10 décembre, ils n'ont pas participé activement à la manifestation du 8 décembre. Ils avaient organisé des actions dures pendant les jours précédents.

Dans tout le pays, la mobilisation du 8 décembre n'a pas réuni plus de 20'000 personnes [2]. Dans ce contexte, les manifestants ont rejoint en priorité les blocs des organisations et des partis de gauche. A son habitude, le PAME - structure de type syndical contrôlée par le KKE (Parti communiste) - a organisé sa propre manifestation. A Athènes, le PAME a réuni entre 5000 et 7000 manifestants [les chiffres varient selon les sources]. Après le PAME, le tronçon de l'Unité Populaire et d'ANTARSYA, ainsi que d'autres organisations de la gauche extraparlamentaire, des petits syndicats de base et des organisations anarchistes a réuni environ 5000 manifestants.

Les mobilisations du 8 décembre traduisent certes la volonté de forces de la gauche de mener une

bataille contre les mesures brutales d'austérité. Mais leur influence reste diffuse. Elles ne peuvent pas, dans le contexte socio-politique présent, être un vecteur apte à stimuler une activité massive des salarié·e·s. Une précondition, nécessaire mais pas suffisante, pour le faire consisterait à constituer un pôle apte à préparer sur la durée une mobilisation projetant un caractère d'efficacité. Cela d'autant plus face aux tactiques de la bureaucratie syndicale partisane.

Les forces du KKE ont voté initialement de faire la grève le 24 novembre. Après la décision du GSEE de déclencher une grève le 8 décembre, le KKE a annulé les grèves annoncées pour le 24 par les syndicats du secteur privé qui sont sous son influence. Dans ses déclarations, le KKE [donc le PAME] a donné plus d'importance à la grève de 8 décembre. Mais cela s'est limité à une dimension rhétorique. Il a fallu attendre le mardi 6 décembre - deux jours avant la date fixée - pour que les initiatives soient prises, mais strictement dans les secteurs où leur influence est majeure.

L'Unité Populaire, en partie à cause de sa faiblesse politique et en partie à cause de son impuissance objective, a sous-estimé la grève. Au plan politique, le choix de sa direction d'exprimer un euroscepticisme centré uniquement sur la question de la monnaie (euro) s'est concrétisé dans sa décision de ne pas demander à ses sections locales de préparer et propager les mots d'ordre de grève et de manifestation. La seule exception a été le fait des forces du Réseau Rouge et de DEA, composantes de l'Unité Populaire.

Pour ce qui relève de la présence syndicale de l'UP, il faut noter qu'il existe des différences d'orientation, ce qui affaiblit l'impact sur ce plan de l'UP. Ainsi, des militants syndicaux membres de l'UP et associés au Courant de gauche de l'UP [dont le porte-parole est Lafazanis] continuent de se présenter sur des listes syndicales liées au parti gouvernemental de SYRIZA, entre autres dans le secteur privé. Un secteur militant de l'UP - issu de la coalition ANTARSYA - maintient un engagement syndical conjointement aux listes d'ANTARSYA. Un troisième courant des syndicalistes proches ou membres de l'UP - soit l'aile la plus radicale du Courant de gauche et des militants organisés dans le Réseau Rouge - participe aux listes de META (courant syndical qui fut initialement créé par SYRIZA, mais qui désormais a rompu avec le courant syndical lié au gouvernemental). Toutefois, les forces de META sont avant tout présentes dans le secteur public. Dès lors, étant donné la tenue du congrès national d'ADEDY, l'objectif du 8 décembre a aussi été sous-estimé par META.

Enfin, les militants syndicaux se référant à ANTARSYA n'ont pas pu être un facteur apte à donner une autre dynamique à la dite grève générale. La coalition ANTARSYA souffre de conflits internes. Pour preuve, ses composantes ont participé à des tronçons différents. En outre, ces courants d'ANTARSYA se refusent presque toujours à coparticiper à des initiatives unitaires proposées par META. Pour exemple, lors du congrès d'ADEDY, leur refus de participer à une liste unitaire eut comme résultat que les forces qui peuvent être caractérisées comme participant à la gauche radicale ont été incapables d'assurer une présence plus effective dans les structures de direction, alors qu'une liste unitaire aurait permis de se profiler comme la deuxième force du syndicat du secteur public.

Face à l'application des mesures du troisième mémorandum - et du quatrième que le gouvernement de SYRIZA prépare - il est urgent et nécessaire que, de manière unitaire, des initiatives de résistance s'organisent sur les lieux de travail et dans les quartiers. L'actuel mécontentement et colère d'une majorité de la population contre les effets concrets des mémorandums - sentiments qui peuvent coexister avec un découragement et les contraintes de la survie quotidienne - transparait dans l'usure accrue du gouvernement, mais ne trouve pas d'expression organisée allant au-delà de ce qui s'est révélé le 24 novembre et le 8 décembre.

Thodoris Patsatzis

P.-S.

*

<http://alencontre.org/europe/grece/grece-a-la-lumiere-du-8-decembre-quelle-resistance-a-la-politique-du-gouvernement.html>

Article paru le 11 décembre 2016 ; traduction de Sotiris Siamandouras, édition A l'Encontre.

Notes

[1] Au cours des cinq dernières années, le total des salarié·e·s du secteur public a passé de 936'000 à 567'000. Pour ce qui est du secteur privé, les dernières statistiques données ce lundi 12 décembre soulignent que 54,47% des « nouveaux emplois » entre janvier et novembre sont des emplois à temps partiel ou précaires ; selon le Ministère du travail, la diminution des emplois en novembre par rapport à la période d'été est estimée à plus de 37'000.

[2] et le taux de grévistes, suivant les secteurs, a été estimé entre 2 et 10%, ce qui reflète non seulement la fatigue, mais la difficulté de perdre un jour de salaire